

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES**

**ACCORD-CADRE DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES**












---

**Surveillance d'examens et aide-logistique aux  
examens ECOS et oral PASS**

---

**Université Paris-Saclay**  
Bâtiment Bréguet  
3 rue Joliot Curie  
91190, Gif-Sur-Yvette

## L'ESSENTIEL DU CONTRAT

|   |                                  |   |
|---|----------------------------------|---|
|    | <b>Objet</b>                     | Surveillance d'examens et aide-logistique aux examens ECOS et oral PASS |
|    | <b>Type de contrat</b>           | Accord-cadre  |
|    | <b>Nombre de lots</b>            | 2   |
|    | <b>Tranches optionnelles</b>     | Sans tranches optionnelles  |
|    | <b>Clauses sociales</b>          | Avec  |
|    | <b>Clauses environnementales</b> | Avec  |
|    | <b>Durée / Délai</b>             | Défini par lot  |
|    | <b>Reconduction</b>              | Avec  |
|    | <b>Prix</b>                      | Prix unitaires  |
|   | <b>Variation des prix</b>        | Avec  |
|  | <b>Avance</b>                    | Avec  |

## SOMMAIRE

|  |    |
|--|----|
| 1 - Dispositions générales du contrat .....                                | 4  |
| 1.1 - Objet du contrat .....   | 4  |
| 1.2 - Décomposition du contrat .....                                       | 4  |
| 1.3 - Type d'accord-cadre .....  | 4  |
| 1.4 - Conditions d'attribution des bons de commande .....                  | 4  |
| 2 - Pièces contractuelles .....  | 5  |
| 3 - Confidentialité et mesures de sécurité .....                           | 5  |
| 4 - Durée et délais d'exécution .....                                      | 5  |
| 4.1 - Durée du contrat .....   | 5  |
| 4.2 - Reconduction .....   | 5  |
| 5 - Prix .....   | 5  |
| 5.1 - Caractéristiques des prix pratiqués .....                            | 5  |
| 5.2 - Modalités de variation des prix .....                                | 6  |
| 6 - Garanties Financières .....  | 6  |
| 7 - Avance .....   | 6  |
| 7.1 - Conditions de versement et de remboursement .....                    | 6  |
| 7.2 - Garanties financières de l'avance .....                              | 7  |
| 8 - Modalités de règlement des comptes .....                               | 7  |
| 8.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs .....                      | 7  |
| 8.2 - Présentation des demandes de paiement .....                          | 7  |
| 8.3 - Délai global de paiement .....                                       | 8  |
| 8.4 - Paiement des cotraitants .....                                       | 8  |
| 8.5 - Paiement des sous-traitants .....                                    | 8  |
| 9 - Conditions d'exécution des prestations .....                           | 8  |
| 10 - Développement durable .....   | 9  |
| 11 - Constatation de l'exécution des prestations .....                     | 9  |
| 11.1 - Vérifications .....   | 9  |
| 11.2 - Décision après vérification .....                                   | 10 |
| 13 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle .....               | 10 |
| 14 - Pénalités .....   | 10 |
| 14.1 - Pénalités de retard .....   | 10 |
| 14.2 - Autres pénalités spécifiques .....                                  | 10 |
| 15 - Assurances .....  | 11 |
| 16 - Résiliation du contrat .....  | 11 |
| 16.1 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre .....                   | 11 |
| 16.2 - Redressement ou liquidation judiciaire .....                        | 11 |
| 17 - Règlement des litiges et langues .....                                | 11 |
| 18 - Clauses complémentaires .....   | 12 |
| 18.1 - Dispositif de vigilance (Article D 8222-5 du code du travail) ..... | 12 |
| 19 - Dérogations .....   | 12 |

# 1 - Dispositions générales du contrat

## 1.1 - Objet du contrat

Les stipulations du présent Cahier des clauses administratives particulières (CCAP) concernent :  
La surveillance d'examens et l'aide-logistique aux examens ECOS et oral PASS

L'objectif de la prestation L'Université Paris-Saclay organise régulièrement des examens pour ses étudiants. Afin d'assurer la bonne déroulée de ces événements, elle souhaite mettre en place un marché de prestations de surveillance d'examens, incluant des prestations associées telles que la gestion des copies et la transmission des procès-verbaux, ainsi qu'une prestation d'aide logistique pour les examens spécifiques des ECOS et de l'oral PASS.

Cet accord-cadre fixe toutes les conditions d'exécution des prestations, il est exécuté au fur et à mesure de l'émission de bons de commande émis par le pouvoir adjudicateur.

Lieu(x) d'exécution :  
Université Paris-Saclay.

- **UFR de Pharmacie**

Bâtiment Henri Moissan  
17 avenue des Sciences 91400 ORSAY

- **UFR de Médecine**

63 Rue Gabriel Péri 94270 Le Kremlin-Bicêtre

- **UFR droit économie Management**

Bâtiment Jean Monnet  
54, boulevard Desgranges - 92331 Sceaux cedex

## 1.2 - Décomposition du contrat

Les prestations sont réparties en 2 lots :

| Lot(s) | Désignation   |
|--------|---|
| 01     | Surveillance d'examens  |
| 02     | Aide logistique pour les examens spécifiques des ECOS et de l'ORAL PASS |

Chaque lot fait l'objet d'un accord-cadre attribué à un seul opérateur économique.

## 1.3 - Type d'accord-cadre

L'accord-cadre avec maximum est passé en application des articles L2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique. Il donnera lieu à l'émission de bons de commande.

## 1.4 - Conditions d'attribution des bons de commande

Les bons de commande seront notifiés par le pouvoir adjudicateur.

Les mentions devant figurer sur chaque bon de commande sont les suivantes :

- le nom ou la raison sociale du titulaire.
- la date et le numéro du marché ;
- la date et le numéro du bon de commande ;
- la nature et la description des prestations à réaliser ;
- les délais de livraison (date de début et de fin) ;
- les lieux de livraison des prestations ;
- le montant du bon de commande ;
- les délais laissés le cas échéant aux titulaires pour formuler leurs observations.

Seuls les bons de commande signés par le représentant du pouvoir adjudicateur peuvent être honorés par le ou les titulaires.

## 2 - Pièces contractuelles

Les pièces contractuelles de l'accord-cadre sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes financières
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
- Le bordereau des prix unitaires (BPU)
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021
- Le mémoire justificatif des dispositions prévues par le titulaire pour l'exécution du contrat

## 3 - Confidentialité et mesures de sécurité

En complément des dispositions prévues à l'article 5 du CCAG-FCS, il est précisé ce qui suit :

Le titulaire s'engage à ne divulguer aucune information résultant de l'exécution de l'accord-cadre ou dont il pourrait avoir connaissance à l'occasion de celui-ci.

La responsabilité du titulaire peut être engagée en cas de manquement de son personnel aux consignes relatives au contrôle des entrées et sorties des personnes, ainsi qu'au contrôle des sorties d'objets ou de matériels par ces mêmes personnes.

Elle peut également être engagée en cas de dissimulation, de détournement ou de dissipation de toute information.

Tout manquement à ces obligations est susceptible d'entraîner la réparation des dommages et intérêts subis par l'Université Paris-Saclay.

## 4 - Durée et délais d'exécution

### 4.1 - Durée du contrat

L'accord-cadre est conclu pour une période initiale de 12 mois.

L'accord-cadre est conclu à compter de la date de notification du contrat.

Les délais d'exécution ou de livraison des prestations sont fixés à chaque bon de commande conformément aux stipulations des pièces de l'accord-cadre.

### 4.2 - Reconduction

L'accord-cadre est reconduit tacitement jusqu'à son terme. Le nombre de périodes de reconduction est fixé à 3. La durée de chaque période de reconduction est de 12 mois. La durée maximale du contrat, toutes périodes confondues, est de 48 mois.

La reconduction est considérée comme acceptée si aucune décision écrite contraire n'est prise par le pouvoir adjudicateur au moins 3 mois avant la fin de la durée de validité de l'accord-cadre. Le titulaire ne peut pas refuser la reconduction.

## 5 - Prix

### 5.1 - Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations sont réglées par des prix unitaires selon les stipulations de l'acte d'engagement.

## 5.2 - Modalités de variation des prix

Les prix de l'accord-cadre sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de la notification du présent accord-cadre ; ce mois est appelé " mois zéro ".

Les prix sont révisés annuellement par application aux prix de l'accord-cadre d'un coefficient Cn donné par les formules suivantes :

| Lot(s) | Formules  | Prix concernés |
|--------|---|----------------|
| 01     | $C_n = 15.0\% + 85.0\% (001565196 (n) / 001565196 (o))$ |                |
| 02     | $C_n = 15.0\% + 85.0\% (001565196 (n) / 001565196 (o))$ |                |

selon les dispositions suivantes :

- Cn : coefficient de révision.
- Index (n) : valeur de l'index de référence au mois n.
- Index (o) : valeur de l'index de référence au mois zéro.

La demande de révision de prix est adressée par le titulaire au moins un mois avant la date d'anniversaire du marché qui correspond à la date de notification. La révision définitive des prix s'opère sur la base de la dernière valeur d'index publiée, même provisoire, au moment de l'application de la formule. Aucune variation provisoire ne sera effectuée. Les prix ainsi révisés sont invariables durant cette période. Il est précisé que lorsque la variation des prix est inférieure à 1 % en augmentation ou en diminution, les prix sont réputés inchangés. Pour l'exécution, les prix appliqués sont ceux en vigueur à la date de la commande. En aucun cas, les nouveaux prix ne peuvent être appliqués pour une commande émise à une date antérieure à celle d'acceptation par le représentant habilité du Pouvoir Adjudicateur. Si le titulaire présente tardivement sa demande de révision des prix, celle-ci est instruite en appliquant les valeurs d'indices prévues au présent accord-cadre.

La révision définitive des prix s'opère sur la base de la dernière valeur d'index connue au moment de l'application de la formule. Aucune variation provisoire ne sera effectuée.

Les index de référence, publié(s) au Moniteur des Travaux Publics ou par l'INSEE, sont les suivants :

| Lot(s) | Code      | Libellé  |
|--------|-----------|--|
| 1 et 2 | 001565196 | Indice mensuel du coût horaire du travail révisé - Salaires et charges - Tous salariés - Services administratifs, soutien (NAF rév. 2 section N) |

## 6 - Garanties Financières

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

## 7 - Avance

L'option retenue pour le calcul de l'avance est l'option A du CCAG - Fournitures Courantes et Services.

### 7.1 - Conditions de versement et de remboursement

Une avance est accordée pour chaque bon de commande d'un montant supérieur à 50.000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois, sauf indication contraire dans l'acte d'engagement.

Le montant de l'avance est fixé à 5,00 % du montant du bon de commande si la durée de son exécution est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 5,00 % d'une somme égale à douze fois le montant du bon de commande divisé par cette durée exprimée en mois.

Ce taux est fixé à 30,00 % lorsque le titulaire du marché public est une petite et moyenne entreprise mentionnée à l'article R. 2151-13 du Code de la commande publique.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65,00 % du montant du bon de commande. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80,00 %.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, la part de l'avance est rapportée au montant des prestations individualisées par membre, et le taux de l'avance est déterminé au regard de la taille d'entreprise de chacun des membres. A défaut, l'avance est versée sur le compte du groupement ou du mandataire qui aura la charge de la répartir entre les membres du groupement.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions que celles applicables au titulaire de l'accord-cadre, avec les particularités détaillées aux articles R. 2191-6, R. 2193-10 et R. 2193-17 à R. 2193-21 du Code de la commande publique.

## **7.2 - Garanties financières de l'avance**

Le titulaire, sauf s'il s'agit d'un organisme public, doit justifier de la constitution d'une garantie à première demande à concurrence de 100,00 % du montant de l'avance. La caution personnelle et solidaire n'est pas autorisée.

# **8 - Modalités de règlement des comptes**

## **8.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs**

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 11 du CCAG-FCS.

## **8.2 - Présentation des demandes de paiement**

A compter du 1er janvier 2020, conformément au Décret n° 2016-1478 du 2 novembre 2016, le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Pour toute interrogation, vous pouvez contacter le service facturier à l'adresse suivante:  
**[service.facturier@universite-paris-saclay.fr](mailto:service.facturier@universite-paris-saclay.fr)**

Sans préjudice des mentions obligatoires fixées par les dispositions législatives ou réglementaires, les factures électroniques transmises par le titulaire et le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct comportent les mentions suivantes :

1° La date d'émission de la facture ;

2° La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture soit :

**Service facturier - Bât 407 - rue du Doyen Georges Poitou -91400 Orsay**

3° Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;

- 4° En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande correspond au numéro de l'engagement juridique attribué par le système d'information financière et comptable du destinataire de la facture ;
- 5° La désignation du payeur, avec l'indication, pour les personnes publiques, du code d'identification du service chargé du paiement ;
- 6° La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
- 7° La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
- 8° Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- 9° Le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- 10° L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ;
- 11° Le cas échéant, les modalités de règlement ;
- 12° Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Attention, le montant de la variation des prix doit apparaître distinctement du montant de la prestation réalisée.

Les factures comportent en outre les numéros d'identité de l'émetteur et du destinataire de la facture, attribués à chaque établissement concerné ou, à défaut, à chaque personne en application de l'article R. 123-221 du code de commerce.

#### Informations à utiliser pour la facturation électronique

- Identifiant de la structure publique (SIRET) : 13002602400054

### **8.3 - Délai global de paiement**

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

### **8.4 - Paiement des cotraitants**

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-FCS.

### **8.5 - Paiement des sous-traitants**

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur, dans les conditions des articles L. 2193-10 à L. 2193-14 et R. 2193-10 à R. 2193-16 du Code de la commande publique. Conformément à la réglementation, sans validation du titulaire sous un délai de 15 jours, la demande de paiement est considérée comme validée.

## **9 - Conditions d'exécution des prestations**

Les prestations devront être conformes aux stipulations du contrat (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du contrat). L'accord-cadre s'exécute au moyen de bons de commande dont le délai d'exécution commence à courir à compter de la date de notification du bon.

#### Notification par le biais du profil d'acheteur



La notification par le biais du profil d'acheteur d'une décision, observation ou information faisant courir un délai n'est pas prévue.

## 10 - Développement durable

### 10.1 - Insertion professionnelle

Les conditions d'exécution des prestations comportent des éléments à caractère social visant à favoriser l'insertion professionnelle de publics rencontrant des difficultés d'accès à l'emploi, notamment dans le cadre des prestations de surveillance des examens.

À ce titre, le titulaire est invité à mobiliser, dans la mesure du possible et sans compromettre la bonne exécution des prestations, du personnel en insertion professionnelle, en particulier :

- des personnes éloignées de l'emploi ;
- des jeunes en situation de décrochage scolaire ;
- des bénéficiaires de structures d'insertion par l'activité économique.

Le volume horaire consacré à l'emploi de ces publics pourra être suivi dans le cadre de l'exécution du marché.

### 10.2 - Développement durable environnemental

Dans le cadre de l'exécution des prestations, le titulaire veillera, dans la mesure du possible et sans coût supplémentaire pour le pouvoir adjudicateur, à limiter l'impact environnemental de ses activités, notamment en optimisant les déplacements de son personnel et en privilégiant les modes de transport doux ou collectifs.

Conformément à l'article 7 du CCAP, le respect des engagements en matière de développement durable et d'insertion professionnelle constituera un critère de notation dans le cadre de l'évaluation des candidatures.

### 10.3. Lien avec les critères de notation

Les engagements pris par le titulaire en matière de développement durable, tant sur le plan social qu'environnemental, sont susceptibles d'être pris en compte au titre des critères de notation définis à l'article 7 du Règlement de la Consultation, notamment :

- l'optimisation des déplacements des agents ;
- la mobilisation de personnel en insertion professionnelle et le volume horaire dédié à ces publics.

Ces engagements, lorsqu'ils sont présentés dans l'offre, participent à l'appréciation de la qualité globale de celle-ci et peuvent être repris dans le cadre de l'exécution du marché.

## 11 - Constatation de l'exécution des prestations

### 11.1 - Vérifications

Les vérifications quantitatives et qualitatives simples seront effectuées au moment même de la livraison de la fourniture ou de l'exécution de service (examen sommaire) conformément aux articles 27 et 28.1 du CCAG-FCS.

## 11.2 - Décision après vérification

A l'issue des opérations de vérification, le pouvoir adjudicateur prendra sa décision dans les conditions prévues aux articles 29 et 30 du CCAG-FCS.

## 13 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle

Aucun droit de propriété intellectuelle n'est applicable à ce contrat.

## 14 - Pénalités

### 14.1 - Pénalités de retard

En cas de retard constaté d'un surveillant, l'acheteur invite le titulaire à présenter ses observations. Cette invitation précise le montant des pénalités susceptibles d'être appliquées, le ou les retards concernés ainsi que le délai imparti au titulaire pour présenter ses observations. A défaut de réponse probante du titulaire, les pénalités pour retard sont appliquées.

Le montant total des pénalités de retard est plafonné à 20,00 % du montant du marché, de la tranche ou du bon de commande.

Les pénalités de retard sont appliquées après mise en demeure adressée au titulaire et restée sans effet dans un délai de 15 jours, conformément à l'article 14.1.1 alinéa 1 du CCAG-FCS.

### 14.2 - Autres pénalités spécifiques

| Pénalités   | Occurrence  | Valeurs  | Précisions   |
|---|-------------|----------|--|
| Pénalité pour retard d'un surveillant - par demi-journée  | Journalière | 70,00 €  | Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG, en cas de retard par rapport à l'horaire de début de prestation, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 70 € par retard constaté. A partir de 15 minutes de retard, la pénalité pour absence se cumule à la pénalité de retard.   |
| Pénalité pour absence d'un surveillant - par demi-journée   | Forfaitaire | 200,00 € | A partir de 15min de retard par rapport à l'horaire de début de prestation, le surveillant est réputé être absent pour la demi-journée concernée. La pénalité pour absence se cumule à la pénalité de retard. Le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 200 € par absence constatée. La pénalité forfaitaire s'applique par demi-journée d'absence. |
| Pénalité pour non remise d'un livrable  | Forfaitaire | 300,00 € | En l'absence de remise d'un livrable par le surveillant à l'issue de l'épreuve, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 300 € par livrable manquant.  |
| Pénalité pour non-respect des consignes du CCTP par le surveillant                                | Forfaitaire | 300,00 € | En cas de non-respect d'une consigne du CCTP par le surveillant, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 300 €.   |
| Pénalité pour non application des consignes fournies par l'université en cas de fraude d'un élève | Forfaitaire | 300,00 € | En cas de fraude d'un élève et de non application par le surveillant des consignes fournies par l'Ecole, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 300 €.   |
| Pénalité pour absence à la réunion de lancement   | Forfaitaire | 50,00 €  | En cas d'absence du titulaire à la réunion de lancement organisée dans les conditions prévues au CCTP, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 50 €. La pénalité  |

|   |             |         |   |
|---|-------------|---------|---|
|   |             |         | s'applique par réunion de lancement non honorée.  |
| Pénalité pour retard de remise du compte-rendu suivant la réunion dont le délai est inscrit au CCTP | Forfaitaire | 50,00 € | En cas de retard dans la transmission du compte-rendu de réunion par rapport au délai fixé au CCTP, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 50 € par compte-rendu transmis hors délai. |

## 15 - Assurances

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-FCS, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

## 16 - Résiliation du contrat

### 16.1 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre

Les conditions de résiliation de l'accord-cadre sont définies aux articles 38 à 45 du CCAG-FCS.

En cas de résiliation de l'accord-cadre pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire ne percevra aucune indemnisation.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

### 16.2 - Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire de l'accord-cadre. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution de l'accord-cadre.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution de l'accord-cadre. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation de l'accord-cadre est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution de l'accord-cadre, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

## 17 - Règlement des litiges et langues

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif de Versailles est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

## 18 - Clauses complémentaires

### 18.1 - Dispositif de vigilance (Article D 8222-5 du code du travail)

Le titulaire s'engage à fournir tous les 6 mois à compter de la notification du marché et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, les pièces et attestations sur l'honneur prévues à l'article D 8222-5 ou D 8222-7 du code du travail.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne mise à disposition, gratuitement, par l'Université Paris-Saclay, à l'adresse suivante : <https://declarants.e-attestations.com>

A défaut, le marché pourra être résilié aux torts du titulaire. Ainsi le Pouvoir adjudicateur pourra faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du titulaire.

## 19 - Dérogations

- L'article 9 du CCAP déroge à l'article 3.1 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 10 du CCAP déroge à l'article 16.2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services 2021
- L'article 14.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.1 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 14.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.3 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 14.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 16.1 du CCAP déroge à l'article 42 du CCAG - Fournitures Courantes et Services